



secretariat.federation@ufap.fr

Déclaration Liminaire

CSA-AP du 16 octobre 2025

Pantin, le 16 octobre 2025

Monsieur le Président, mesdames, messieurs les membres du CSA,

Face à l'inertie des gouvernements successifs et à la faillite d'une politique pénitentiaire à bout de souffle, l'UFAP UNSa Justice exige le changement !

Il y a quelques jours à peine s'est tenu le XI^{ème} Congrès national de notre organisation syndicale. Un congrès porteur d'un message fort, clair et sans détour : **l'UFAP UNSa Justice**, fidèle à son syndicalisme autonome et offensif, exige une rupture et le renouveau pénitentiaire !

Les militantes et militants de **l'UFAP UNSa Justice** ont réaffirmé haut et fort le rôle essentiel des **Personnels Pénitentiaires**, ces femmes et ces hommes qui, chaque jour, garantissent la sécurité de nos concitoyens, souvent au prix de leur propre santé. Ils sont les derniers remparts d'un État qui pourtant oublie quotidiennement de les défendre et de les protéger.

Et pourtant, leurs conditions de travail se dégradent jour après jour, dans une indifférence insupportable !

L'UFAP UNSa Justice, dit stop à la spirale du mépris !

Nous refusons que nos établissements et services deviennent des poudrières, minées par la **surpopulation pénale tant en milieu ouvert que fermé**, la **violence**, la **surcharge de travail** et la **fatigue extrême** des personnels. Nous refusons les **4000 postes vacants**, les **heures supplémentaires non payées ou écrêtées** et le **délabrement des conditions de travail**. Nous refusons la **contractualisation rampante** de nos métiers, qui n'a qu'un seul but : précariser nos missions et casser nos statuts.

Aujourd'hui, l'UFAP UNSa Justice ACCUSE :

- L'administration pénitentiaire de faire de **l'inertie** une méthode de gestion ;
- La DAP de **vivre à crédit** sur le dos des agents ;
- Une politique pénitentiaire **aveugle**, déconnectée du terrain, indifférente à la souffrance des personnels ;
- L'État de laisser **mourir** à petit feu son service public pénitentiaire.

Pendant que les annonces ministérielles se succèdent, **la violence explose, les effectifs s'effondrent et les personnels s'épuisent.**

Ce n'est pas d'une réforme cosmétique dont la pénitentiaire a besoin mais **d'un changement radical de cap, d'un choc des moyens !**

Union Fédérale Autonome Pénitentiaire - UNSa Justice - 14 rue de Scandicci, Tour Essor - 93500 PANTIN

Tél : 01 84 87 01 10 [f](#) [@](#) [X](#) [v](#)

Car oui, nous sommes à la croisée des chemins : soit les personnels sont reconnus dans leur mission de sécurité publique au travers de leurs rôles social et sociétal, soit la pénitentiaire s'enfoncé dans une crise irréversible...

L'UFAP UNSa Justice REVENDIQUE :

- Une **revalorisation salariale immédiate**, à la hauteur des risques et des responsabilités assumées par l'ensemble des agents ;
- Des **recrutements massifs et pérennes**, dans tous les corps ;
- Des **conditions de travail dignes**, garantissant sécurité et respect pour tous ;
- Une **politique pénitentiaire ambitieuse**, qui place enfin les personnels au cœur des décisions et non à la marge des arbitrages budgétaires.

Au sortir de notre congrès, un message résonne avec force : **l'UFAP UNSa Justice ne Transigera pas, elle Exigera !**

Nous ne serons ni complices, ni spectateurs. Nous serons combatifs, exigeants et déterminés. Car face à une DAP sourde, il ne reste qu'une seule arme : **le combat syndical !**

L'UFAP UNSa Justice est plus que jamais :

- **Unie** face aux attaques répétées contre les personnels et leurs métiers ;
- **Dynamique** pour porter sans relâche les légitimes revendications des agents ;
- **Tournée vers l'avenir** pour reconstruire un service public pénitentiaire digne, respecté et efficace.

Notre congrès s'est clos avec une certitude : **le combat ne fait que commencer.**

L'administration peut continuer à feindre la surdité mais qu'elle en soit sûre : **l'UFAP UNSa Justice est debout, en ordre de bataille et prête à se faire entendre !**

L'UFAP UNSa Justice : Au service des Personnels Pénitentiaires !

Les représentants UFAP UNSa Justice du CSA AP,